

UNIA

**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Nous exigeons une politique industrielle active.

**Le maintien d'emplois sûrs et de qualité et
d'une industrie MEM forte nécessite la refondation
du partenariat social.**



**Gagner avec Unia.
Oui à une place industrielle forte
et créatrice d'emplois en Suisse.**

Table des matières

Préface	3
La Suisse est une nation industrielle: des faits et des chiffres	8
Compétitivité et qualité d'innovation dans l'industrie suisse	12
Importance macroéconomique de l'industrie	16
Le franc fort menace des dizaines de milliers d'emplois	17
Les employeurs et le monde politique doivent agir	21
La politique industrielle que nous voulons	23
Début d'une réindustrialisation: des opportunités immenses pour l'économie et pour l'emploi	25
La reconversion écosociale est-elle hostile à l'industrie?	29
La place industrielle suisse a un avenir	31
L'avenir de l'industrie dépend de la formation	33
Beaucoup d'entreprises peinent à accéder au crédit	36
Fonds pour une Suisse productive	38
Pas de libre circulation des personnes sans mesures efficaces contre les pressions sur les salaires	40
Pourquoi les salaires minimaux sont si importants	42
Un partenariat social digne de ce nom	44

Editeur: Syndicat Unia, secteur Industrie, Weltpoststrasse 20, Case postale 272,
3000 Berne 15, industrie@unia.ch, www.unia.ch **Traduction française:** Sylvain Bauhofer,
Berne, septembre 2012

Préface

Pourquoi il ne suffit plus, aujourd'hui, de prolonger la convention collective de travail dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux.



L'accord de paix sociale dans l'industrie suisse des machines et des métaux a été scellé il y a 75 ans, l'été d'après la dévaluation du franc de septembre 1936, entre l'association patronale et le syndicat d'alors, la FTMH. Il a débouché – grâce à la combativité des travailleuses et travailleurs – sur une convention collective de travail. Nous avons su l'améliorer régulièrement au cours des années. Cette CCT a longtemps fixé un cadre fiable pour le partenariat social et pour l'évolution de l'industrie suisse.

Le partenariat social reposait implicitement sur trois piliers: sur les connaissances et le savoir-faire des collaborateurs. Sur la redistribution des gains de productivité. Et sur un syndicat fort.

Le partenariat social suppose que le progrès économique aille de pair avec le progrès social.

Aujourd'hui, la Suisse est le pays d'Europe occidentale au secteur industriel le plus développé. 700 000 personnes y contribuent chaque année pour 100 milliards de francs à la prospérité helvétique. Soit trois fois plus que l'apport à l'économie nationale du secteur bancaire choyé par le Conseil fédéral. L'industrie MEM emploie à elle seule 340 000 personnes (industrie horlogère comprise). Cette main-d'oeuvre génère plus d'un tiers des exportations suisses de marchandises et de 10% du PIB. Les relations sociales dans ce secteur économique s'avèrent donc primordiales pour la Suisse.

Démantèlement du partenariat social

Nous devons aujourd'hui refonder ces relations. Pourquoi?

Au cours des 20 dernières années, les employeurs n'ont cessé de vanter le partenariat social comme modèle de succès. Dans les faits, ils l'ont toujours plus contourné, réinterprété et vidé de sa substance. La déréglementation a culminé dans les années 1990 – en Suisse et partout ailleurs. L'économie s'est fortement orientée sur le modèle de la valeur actionnariale, qui faisait miroiter au capital des bénéfices de 15 à 20%, au détriment des salaires et des emplois.

Tout d'abord, des dizaines de milliers d'emplois ont disparu dans l'industrie, en réponse au diktat des banques et des actionnaires. En outre, les actionnaires n'ont pu satisfaire leurs attentes démesurées de bénéfices qu'en privant les travailleurs de leur part aux gains de productivité. Les salaires réels ont stagné, ou alors ils n'ont augmenté que timidement. La durée du travail n'a plus été revue à la baisse. En toute logique, les entreprises ont empoché des bénéfices croissants et toujours plus gigantesques. Or seule une petite partie de ces gains a été réinjectée dans l'industrie, sous forme d'investissements et de soutien à l'innovation. La majeure partie a été redistribuée aux actionnaires sous forme de bénéfices, ou a alimenté des spéculations sur les marchés financiers.

La situation n'a fait qu'empirer lors du récent effondrement conjoncturel à l'échelle planétaire. En cette cinquième année de crise, le partenariat social est malmené de tous les côtés:

- surévaluation massive du franc;
- recours fréquent – et souvent abusif – à l'art. 57, qui vide de toute sa substance la CCT de l'industrie MEM;
- conditions de crédit parfois extrêmes des banques (allant jusqu'à des interventions dans la marche des affaires) et confiscation par le secteur financier d'une part croissante des revenus tirés de la production (fourchette des crédits etc.);
- frilosité des actionnaires et des dirigeants en matière d'investissements;
- retard de l'industrie suisse dans la nouvelle révolution industrielle – la reconversion écologique;
- menaces de délocalisations à l'étranger.

Pas de changement sans politique industrielle

Le syndicat a toujours été ouvert à des solutions, quand des emplois voire la survie d'une entreprise étaient en jeu. Or le partenariat social implique de ne pas faire payer la facture de la crise aux travailleurs/euses uniquement. A cet effet, il est nécessaire de renouveler les mécanismes de crise dans la CCT, de garantir des salaires minimaux d'un niveau acceptable et de procéder à une répartition plus équitable des gains de productivité.

Cela n'aurait toutefois aucun sens qu'un syndicat s'en tienne à ces thèmes plutôt classiques pour régler les conditions de travail, si les emplois en question font l'objet de menaces massives. Les travailleuses et travailleurs, dont nous défendons les intérêts, veulent avoir

du travail demain également. Et ils veulent mobiliser leur savoir-faire et leurs connaissances dans leur activité productive.

Swissmem et les entreprises représentées par cette organisation faïtière croient parfois pouvoir résoudre la crise en baissant les salaires, en allongeant et en flexibilisant la durée du travail. Il s'agit d'une aberration non seulement sociale, mais aussi économique. De moins bonnes conditions de travail ne feraient qu'aggraver la crise. Nous n'accepterons pas ce chantage à l'emploi fait aux travailleurs.

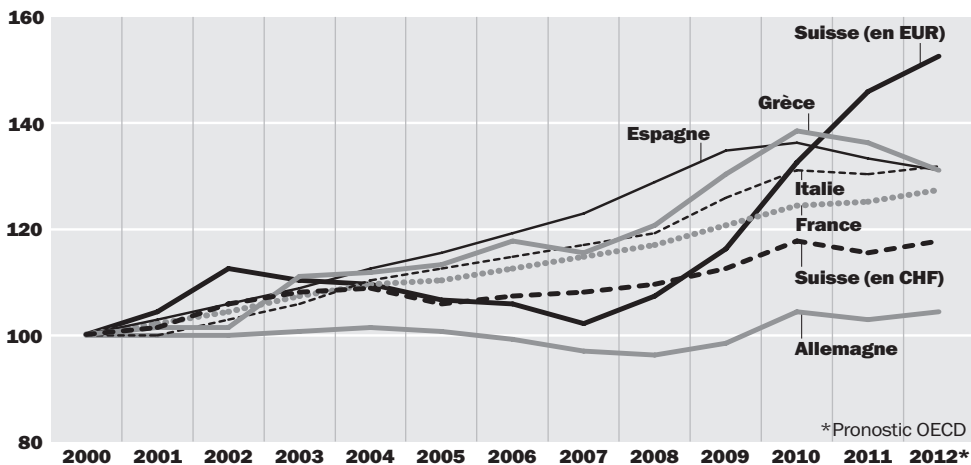
Les salaires constituent ici un bon exemple. Nous travaillons de manière très productive. Le coût salarial unitaire (facteur essentiel) calculé en francs est plus bas que dans les pays voisins, Allemagne exceptée. Or il a explosé en euros. Quand les entreprises exigent aujourd'hui des baisses de salaires ou un allongement de la durée du travail, cela revient à vouloir répercuter sur les travailleurs/euses les conséquences de la surévaluation du franc. A faire payer à la main-d'œuvre, sous peine de licenciement, de fermeture de site et de délocalisation, les gains spéculatifs du secteur financier. Il s'agit d'une conception absurde du «partenariat social».

La seule issue possible consiste à combattre ensemble la surévaluation spéculative du franc par rapport à l'euro. Or jusqu'ici, Swissmem ne s'est pas suffisamment engagée pour une politique de taux de conversion équitable, comme l'exigent les syndicats depuis deux ans.

Coût salarial unitaire

Evolution relative du coût salarial unitaire dans la comparaison internationale

Données annuelles, indices (année 2000 = 100); coût salarial unitaire de la Suisse en CHF et converti en Euro (taux de change pour 2012: 1,2 CHF/EUR (Ø janvier à août)



Source: OECD

C'est précisément là où commence la politique industrielle.

Il y a plus grave encore que le franc fort, nous disent les experts en conjoncture: le climat morose régnant sur les principaux marchés d'exportation de la Suisse se répercute sur les commandes et les ventes. Il est vrai que la situation varie d'un marché et d'une entreprise à l'autre. Mais à première vue, la conjoncture paraît échapper aux discussions entre partenaires sociaux. A première vue seulement. L'argument serait plus crédible si les travailleurs/euses avaient la certitude que l'industrie suisse exploite les opportunités offertes par la nouvelle révolution industrielle, soit la reconversion écologique. Or on voit que l'industrie ne tire que très marginalement parti des chances offertes de créer des emplois et d'accroître son chiffre d'affaires grâce aux industries phares de demain. Toutes les études tant nationales qu'internationales montrent que la Suisse a beau être à la pointe de la recherche et du développement, l'industrie suisse reste à la traîne sur ces nouveaux marchés.

Ce n'est pas au syndicat à dicter aux entreprises la politique à suivre. Mais comme nous représentons le travail, soit les travailleurs/euses, il était essentiel d'esquisser puis d'exiger une politique industrielle qui accorde davantage d'importance à la place industrielle qu'aux profits à court terme des banques. Nous misons donc sur les connaissances et le savoir-faire des travailleurs/euses. Et nous plaçons au cœur du partenariat social le facteur du travail, d'où provient toute création de valeur économique et de valeur sociale.

Il faut malheureusement bien admettre que bien des employeurs, mais aussi des politiciens et des hauts fonctionnaires, assimilent la politique industrielle au maintien des substances, à l'arroser de subventions ou à de l'interventionnisme étatique. Cela montre bien leur ignorance de ce qu'est la politique industrielle. Nous visons à mettre fin à la politique consistant à privilégier uniquement le secteur financier. Et il s'agit pour nous de créer des conditions propices à des emplois durables, de qualité et bien rémunérés.



Le syndicat Unia a déjà formulé plusieurs propositions concrètes. Nous avons proposé la création d'un fonds de production paritaire, pour donner l'impulsion initiale à la reconversion écologique avec la fortune des caisses de pension. Nous exigeons le renforcement de la CTI (Commission pour la technologie et l'innovation), pour faciliter l'accès des PME à la recherche de pointe. Nous exigeons de la Banque nationale suisse (BNS) qu'elle ramène le cours du franc à 1,40 franc. A titre transitoire, nous préconisons SERV+, une extension de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation visant à garantir aux entreprises exportatrices un taux de change correct. Voilà comment nous concevons la politique industrielle.

Nouvelle base du partenariat social

L'heure est donc venue de refonder le partenariat social et la CCT. Faute de politique industrielle, il n'y aura plus de partenariat social digne de ce nom. En son absence, nous ne ferions que gérer notre déclin. Voilà pourquoi à l'avenir, le partenariat social devra reposer sur deux piliers – une CCT et une politique industrielle.

La conférence de branche de l'industrie MEM organisée au début de septembre à Berne a donc exigé une politique industrielle active. A cet effet, elle invite les employeurs à élaborer un agenda commun pour l'industrie. Dans le souci de créer ensemble les bases d'une industrie MEM novatrice, durable et riche en débouchés. Et il ne s'agira pas d'une vaine promesse, mais d'obligations communes concrètes qui figureront dans la nouvelle CCT.



Corrado Pardini
Membre du comité directeur d'Unia
Responsable du secteur Industrie

Berne, septembre 2012

La Suisse est une nation industrielle: des faits et des chiffres.

Le travail dans l'industrie garantit des emplois et la prospérité de la Suisse – grâce à la productivité élevée du travail.

La Suisse ne serait plus un pays industriel. La plupart des citoyens ont perdu de vue les activités de production. Le verbiage néolibéral sur le prétendu paradis des services y a beaucoup contribué.

En réalité, 700 000 travailleurs/euses contribuent chaque année à la prospérité helvétique pour près de 100 milliards de francs. Soit 20% du PIB et trois fois l'apport du secteur bancaire. A ces 700 000 salariés de l'industrie viennent s'ajouter plus de 100 000 travailleurs/euses occupés dans les services à l'industrie externalisés. Là encore, il s'agit d'un segment important de l'industrie.

La Suisse est le pays d'Europe occidentale au secteur industriel le plus développé. L'industrie MEM emploie à elle seule 340 000 personnes (industries horlogère et microtechnique comprises). La part des emplois féminins dans l'industrie MEM est aujourd'hui de 18%, avec une tendance à la hausse. Dans le secteur d'avenir des cleantech, on trouve près de 50% de femmes (en 2011, elles représentent 52% des immatriculations en sciences environnementales à l'EPF de Zurich).

La Suisse continue à gagner au moins un franc sur quatre dans la production de biens manufacturés. Entre 2004 et 2008, l'industrie a créé 59 000 nouveaux jobs. Seule la crise financière et économique due aux banques a momentanément interrompu son essor.

L'industrie reste au 21^e siècle la base économique de la Suisse. Sans production, pas d'activité de recherche. Et sans production, des pans entiers du secteur des services disparaîtraient. D'où nos prévisions d'aujourd'hui: la Suisse aura un bel avenir industriel.

MEM exporte

L'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) est le fleuron de l'industrie suisse. Elle génère près de 10% du PIB suisse. Les entreprises de l'industrie MEM exportent 70 à 80% de leurs produits à l'étranger. Soit 35% de toutes les exportations helvétiques. L'UE achète près des deux tiers des produits en question. Les livraisons en Asie ont fortement augmenté ces dernières années. Elles ont déjà franchi le cap des 20%.

Rumeurs de «changement structurel»

On parle beaucoup de «désindustrialisation» de la Suisse. Les économistes et les politiciens bourgeois évoquent un «changement structurel» dû à une «nécessité économique». Et ils justifient cette «fatalité» par notre qualité de vie élevée et notre niveau salarial élevé. C'est absurde.

Il est vrai qu'entre 1991 et 1999, 159 000 emplois ont disparu dans l'industrie – après les nombreuses fermetures de fabriques des décennies précédentes. Et il est exact qu'au cours des trois dernières décennies, la classe possédante a réorganisé la production au niveau mondial. L'Asie en particulier est devenue la fabrique du monde.

Or le «changement structurel» de la Suisse n'est nullement «fatal». Dans les années 1980 et 1990, les actionnaires et les banques ont démantelé des pans entiers de l'industrie suisse, alors même que les entreprises en question avaient une production rentable. La vraie raison n'était pas le coût salarial. Le capital s'est simplement tourné vers d'autres activités plus rentables encore. La liquidation de l'industrie ferroviaire suisse en est un bon exemple. Après l'année 2000, la tendance aux fermetures de sites, à la concentration du capital et au pillage de la substance industrielle s'est encore renforcée, avec l'arrivée d'acteurs financiers agressifs comme les hedge funds, les fonds d'investissement et les fonds de private equity.

Même l'industrie horlogère, dont on dit le plus grand bien aujourd'hui, a bien failli disparaître. Au début des années 1980, les grandes banques d'alors, la SBS et l'UBS (devenues par fusion UBS) avaient chargé le consultant d'entreprise Nicolas G. Hayek de vendre les deux principaux groupes horlogers, l'ASUAG et la SSIH, si possible au Japon ou à Hong Kong. Mais Hayek a préféré les reprendre lui-même. Le Swatch Group prouve que la Suisse se prête non seulement à la fabrication de biens à valeur ajoutée élevée, mais aussi à la production en masse de biens de consommation bon marché.

Productivité élevée du travail – faible coût salarial unitaire

La production industrielle en Suisse est rentable, parce que nous possédons un niveau élevé de connaissances et de savoir-faire, et que nous assurons une productivité élevée. Le critère décisif n'est pas le niveau des salaires, mais le coût salarial unitaire (et la qualité). Le coût salarial unitaire calculé en francs est plus bas que dans les pays voisins, Allemagne exceptée, comme l'a récemment démontré Serge Gaillard, du Secrétariat d'Etat à l'économie. Autrement dit, si la production est aujourd'hui menacée, ce n'est pas la faute des salaires mais de la surévaluation du franc.

La **productivité du travail** a connu, dans le secteur de l'industrie, une croissance supérieure à la moyenne. L'emploi y a certes diminué par rapport aux branches des services au cours des dernières décennies. En revanche, la quote-part de la valeur ajoutée réelle de l'industrie dans le PIB n'a guère varié depuis 20 ans.

Une forte croissance de la productivité dans l'industrie induit une baisse de croissance de l'emploi

	Taux de croissance annuel moyen 1998–2008 (en %)			Variation par rapport à l'emploi total (en points de pourcentage)
	Valeur ajoutée brute	Emploi	Productivité	
Industrie	2.5	0.2	2.3	-1.5
Services	2.0	1.5	0.5	1.5

Quelle: BFS/Die Volkswirtschaft

L'industrie, à commencer par l'industrie MEM, est donc un pilier de l'économie suisse. Elle crée des emplois et du bien-être, tandis que des centaines de milliers d'emplois dans le secteur des services dépendent directement d'elle. Tout le monde est désormais d'accord que la frontière entre le secteur industriel et celui des services tend toujours plus à s'effacer.

L'industrialisation à venir en Suisse

Une main-d'œuvre possédant un bon niveau de connaissances et de savoir-faire, une productivité élevée et un faible coût salarial unitaire: tous les ingrédients sont en principe réunis pour profiter de la tendance de fond qui se dessine dans le développement économique. Depuis plusieurs années, la réindustrialisation a commencé dans les pays anciennement industrialisés. Des dizaines d'études le montrent: des millions d'emplois verront le jour dans les nouvelles industries. Cette évolution a pour élément moteur la reconversion écologique qui s'impose. Au-delà des systèmes énergétiques, elle porte sur les matériaux et les revêtements, sur des machines écologiques et la «houille blanche», les systèmes de gestion du trafic, les systèmes de télégestion, les biotech et les nanotechnologies, et la liste est loin d'être exhaustive. Nous pouvons y arriver, car nous maîtrisons les techniques. La vraie question est de savoir si le capital est prêt à jouer le jeu.

L'industrie croît. En Suisse aussi. Et la croissance pourrait être bien plus vigoureuse. Mais les emplois industriels sont en danger. Si par ailleurs le cours du franc, les marges d'intérêt des banques et les bénéfices des actionnaires se maintiennent à leur niveau actuel, au détriment des investissements dans les nouvelles technologies et dans des emplois d'avenir, l'industrie suisse perdra, supprimera ou externalisera à moyen ou long terme des milliers d'emplois. Mais si nous voulons conserver nos emplois, en créer de nouveaux et améliorer les conditions de travail, nous devons amener les employeurs à mener avec nous une politique industrielle active.

Ce n'est pas seulement dans l'intérêt d'un syndicat de l'industrie. La société tout entière sera gagnante sur toute la ligne. Car les sociétés industrielles sont innovatrices et leur mode de production les rend coopératives. Les travailleurs/euses de l'industrie transforment les matériaux, ils donnent sa forme au monde. Il s'agit d'une «valeur ajoutée» largement sous-estimée en Suisse.

Notre bilan: si nous voulons défendre avec succès une place industrielle créatrice d'emplois en Suisse, une politique industrielle active s'impose.

Compétitivité et qualité d'innovation dans l'industrie suisse.

N° 1 mondial. Pour l'instant. Conditions-cadres insuffisantes pour les PME.

Toutes les comparaisons internationales le montrent: l'économie suisse, à commencer par son industrie, compte parmi les plus compétitives au monde.

En septembre 2012, l'économie suisse figure (comme déjà en 2011) en tête du classement des pays les plus compétitifs établi par le World Economic Forum. Le WEF justifie son choix par des facteurs comme la capacité d'innovation, les compétences technologiques et l'efficacité du marché du travail. En outre, les centres de recherche et les instituts scientifiques de Suisse figurent parmi les meilleurs au monde. Le niveau moyen élevé des dépenses de recherche des entreprises jouerait également en faveur de la Suisse selon le WEF.

Le rapport annuel publié par l'institut de management IMD pour 2012 parvient à des conclusions similaires: la Suisse y figure en troisième place, derrière Hong Kong et les Etats-Unis. L'Allemagne, la Suède et la Norvège sont les seuls autres pays européens figurant parmi les dix meilleurs.

L'IMD cite notamment, pour expliquer la compétitivité élevée de la Suisse, sa stabilité politique ainsi que le haut niveau de qualifications de la main-d'œuvre.

A la pointe de l'innovation également

En automne 2011, la dernière enquête sur l'innovation dans l'économie suisse que le KOF, le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich, réalise sur mandat du SECO à partir d'un échantillon de 6000 entreprises, a abouti à la conclusion suivante. La Suisse et l'Allemagne sont les économies les plus innovantes d'Europe.

La Suisse reste certes en tête par rapport aux autres pays européens. Mais beaucoup de pays ont gagné du terrain au cours des dix dernières années – et même spectaculairement parfois.

A y regarder de plus près, la Suisse est parfois très moyenne

Ce classement est flatteur pour l'économie suisse et son savoir-faire. Or il montre surtout que la Suisse est un bon lieu d'implantation pour les entreprises. Ce n'est qu'une vue partielle des choses. Et si l'on regarde de plus près les critères de mesure utilisés, on y distingue de sérieux problèmes.

- D'un point de vue syndical, des critères comme la flexibilité du marché du travail (soit l'absence de réglementations importantes visant à la protection du travail et le contournement toujours plus fréquent des dispositions en vigueur par les entreprises) ne sont pas faits pour garantir durablement une évolution stable de l'économie nationale. Ni d'ailleurs les critères jugés positifs par diverses études, comme des rabais d'impôts ou d'autres privilèges accordés aux multinationales pour les attirer en Suisse. Notre pays fait également partie des paradis fiscaux, situation dont les inconvénients pour l'économie productive sont désormais visibles au grand jour. La même critique vaut pour d'autres critères sous-jacents à ce genre d'études.
- Ces études ne tiennent pas (ou du moins pas suffisamment) compte de la situation monétaire, soit des taux de change avec la zone euro.
- Dans le cas de l'industrie, ces études comportent d'autres graves faiblesses. Soit elles privilégient les aspects financiers (WEF), soit elles ne font pas la distinction entre les PME et les grandes entreprises. Or les PME sont confrontées à d'autres conditions que les grandes entreprises, qu'il s'agisse d'accès au crédit (voir p. 36), ou de recherche et d'innovation.

Les PME, à commencer par les entreprises de moyenne taille, sont de véritables moteurs de l'innovation. Or plus leur taille est petite, plus elles souffrent des obstacles au transfert des résultats de la recherche et de l'innovation. Car suite au lobbying déployé par les grandes entreprises et les banques au Parlement, la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) n'est pas en mesure d'assumer son véritable rôle, faute d'une organisation et de ressources adéquates (voir p. 31). Seule une vraie politique industrielle pourrait pallier ses défauts actuels.

Le problème ne concerne pas que les connaissances techniques, mais aussi les opportunités stratégiques. Aucune institution publique n'a anticipé l'évolution des industries porteuses dans le domaine des cleantech et de la reconversion écologique. Le transfert de ce savoir stratégique n'a pas non plus été organisé. A la différence de l'UE et de tous les pays en concurrence avec l'économie suisse. Nos PME voient ainsi des marchés leur échapper, et des dizaines de milliers d'emplois potentiels n'ont pas vu le jour.

La Suisse affiche par conséquent des résultats très moyens pour ces industries d'avenir. Selon l'étude Cleantech Global Innovation Index 2012, publiée par le WWF et le Cleantech Group, elle se classe 15e sur 38 pays analysés. Tant la Chine que l'Inde font mieux. Autrement dit, la Suisse fait figure de pays en développement, à cause des a priori idéologiques des associations patronales de l'industrie et des milieux politiques, qui ne veulent pas entendre parler de politique industrielle.

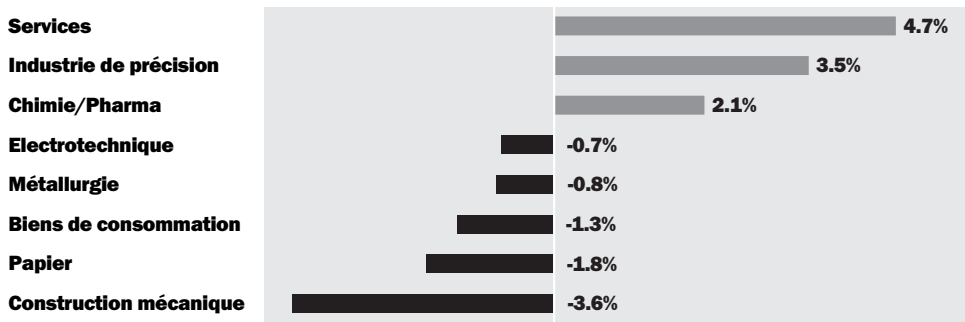
La surévaluation du franc, menace pour la place industrielle suisse

L'industrie est fortement pénalisée par la fermeté du franc (qui a des effets anabolisants sur d'autres secteurs économiques). Selon l'enquête du KOF, beaucoup de patrons songent à délocaliser à l'étranger leur production ainsi que leurs activités de recherche et de développement. Avec à la clé des suppressions massives d'emplois dans l'industrie suisse. Ce qui confirme la nécessité d'agir.

L'Osec, mandatée par la Confédération pour soutenir les PME exportatrices suisses, analyse lors de sondages périodiques les perspectives d'exportation des PME. La prévision export pour le 3e trimestre 2012 montre que les PME sont bien plus pessimistes qu'au 2e trimestre: «seules trois branches, les services, les instruments de précision et la chimie/pharma, continuent d'être confiantes quant à leur avenir. Les autres branches savent qu'elles devront faire face à un ralentissement au 3e trimestre, c'est le cas surtout pour la construction de machines, l'industrie du papier et le secteur des biens de consommation qui s'attendent à un net recul de leurs ventes», analyse l'Osec.

Prévision export pour le 3e trimestre 2012, par branches

Prévisions de croissance d'après le sondage d'un panel de plus de 200 PME suisses (pondérées selon la taille des entreprises)



Les entreprises qui tablent sur une hausse de leurs exportations ces prochains mois donnent pour motif de leur optimisme l'innovation produits (49% des réponses fournies). Quant aux PME qui craignent un recul de leurs exportations, elles citent la récession comme première cause de leurs maux: 56% d'entre elles évoquent ce facteur négatif, contre 42% au trimestre précédent. Source: Perspectives export des PME de l'Osec

Selon l'Osec, les PME sont à nouveau inquiètes en ce qui concerne la monnaie: «au début du 3e trimestre 2012, 70% d'entre elles tablaient sur un ralentissement de leur croissance export en raison du franc fort, contre 64% au trimestre précédent.»

Toujours selon l'Osec, les branches les plus sensibles à l'évolution de la monnaie sont la construction métallique et la métallurgie, où 86% et 83% des PME craignent un effet négatif des cours de change sur leurs ventes.

Sombres perspectives d'exportations – signal d'alarme pour l'économie et la politique

Le baromètre des exportations du Credit Suisse conclut lui aussi que les perspectives export des PME suisses se sont détériorées sur tous les débouchés mondiaux. Si au trimestre précédent, des élans de croissance étaient encore palpables en provenance des Etats-Unis, aujourd'hui seuls quelques pays émergents présentent des signaux de croissance: Turquie, Russie et Inde.

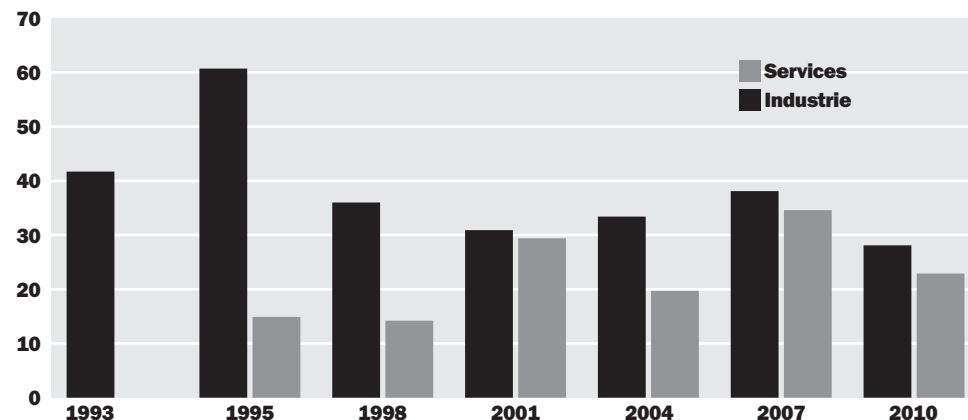
Ces signaux d'alarme exigent une réponse de la part des milieux politiques et économiques. Car il en va des perspectives d'avenir et de la pérennité de la place industrielle suisse, facteur de croissance, d'emploi et de prospérité.

Ce serait politiquement irresponsable, de l'avis des travailleurs/euses et de leur syndicat Unia, de regarder passivement des milliers d'emplois disparaître dans l'industrie suisse. Il faut donc de toute urgence que les partenaires sociaux de l'industrie MEM mènent une politique industrielle commune. Car expérience à l'appui, quiconque transfère des emplois à l'étranger à cause de la crise actuelle n'aura guère de possibilité de relocalisation en Suisse. Les délocalisations sont en effet irréversibles. A contrario, la chance de préserver des emplois grâce à une bonne politique industrielle ne se représentera pas.

La concurrence dans l'industrie est énorme, notamment de la part de pays comme la Chine, le Brésil, l'UE ou le Japon. Tous ces concurrents mènent une politique industrielle active. Au profit de leur place économique et de leurs propres emplois.

Quote-part des produits novateurs dans le chiffre d'affaires, 1992–2010

(Base: sociétés innovatives)



Le graphique montre que tout en restant globalement élevée, la quote-part des produits novateurs dans le chiffre d'affaires a diminué depuis la première moitié des années 1990. Le nouveau fléchissement apparu en 2010 indique que les activités d'innovation ont beaucoup souffert de la crise. Source:

KOF EPFZ/La Vie économique

Importance macroéconomique de l'industrie

Une industrie exportatrice forte donne un coup de fouet à l'économie intérieure.

Après les suppressions massives d'emplois dans l'industrie dues à la crise des années 1990, 57 000 emplois ont vu le jour dans les années 2004 à 2008. Puis la récession mondiale due à la crise financière a brutalement mis fin à cet essor. Or les expériences des années 2004 à 2008 le montrent clairement: l'industrie suisse, qui exporte l'essentiel de sa production dans le monde entier, est un important moteur de croissance pour toute l'économie suisse. Le marché intérieur en profite largement. Selon une analyse de branche du Credit Suisse, publiée dans le magazine «La Vie économique» (5/12), l'importance de l'industrie d'exportation pour l'économie suisse tient notamment à l'apport des exportations de biens et services à la croissance économique.

Il ressort de cette analyse qu'entre 2004 et 2008, la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée dans l'industrie s'élevait à 4,6%, alors qu'elle n'était «que» de 3% pour le PIB réel. Sans les exportations, l'économie suisse aurait connu un tassement annuel de 0,3%, sachant qu'entre 1990 et 2010 la demande étrangère a contribué pour 1,8% au total à la croissance annuelle moyenne du PIB, qui s'est élevée à 1,5%.

Des PME suisses très attrayantes, mais soumises à de fortes pressions

Selon une étude du KOF de l'EPF de Zurich, les PME – soit les entreprises de moins de 250 employés – jouent un rôle économique de premier rang, étant globalement plus novatrices que celles des pays de l'UE: «Grâce à leurs propres activités en matière d'innovation, une proportion notable de PME est en mesure d'assimiler des savoirs externes et de les combiner avec leur propre savoir-faire. De nombreuses PME bénéficient ainsi des conditions nécessaires pour réussir sur les marchés mondiaux avec des produits de haute technologie et, la plupart du temps, de niche.»

Dans ce contexte, les milieux économiques et politiques ne peuvent fermer les yeux sur les perspectives moroses pour les PME, confrontées à l'effondrement conjoncturel et à la cherté du franc. Le graphique des prévisions export pour le 3^e trimestre 2012 de la page 14 montre clairement la nécessité d'une intervention politique.

Le franc fort menace des dizaines de milliers d'emplois.

La politique monétaire de la Banque nationale est vitale pour une partie de l'industrie d'exportation.



Le taux plancher entre le franc et l'euro introduit le 6 septembre 2011 par la BNS a porté ses fruits, comme on pouvait s'y attendre. Le cours de change oscille depuis lors autour de 1,20 franc pour un euro. Or en dépit de ce seuil, le franc reste massivement surévalué. Si l'on prend pour référence l'Allemagne, la surévaluation dépasse largement 20%. Le cours «équitable» du franc se situe donc entre 1,45 et 1,50 franc pour un euro. L'Allemagne est le principal partenaire commercial de la Suisse. En outre, une partie importante de la concurrence internationale de l'industrie suisse d'exportation se trouve en Allemagne.

Le franc contre des jobs

Les conséquences négatives de la surévaluation du franc se font toujours plus sentir. Les exportations coûtent plus cher, et donc toujours moins de marchandises sont exportées. Par ailleurs, les produits étrangers coûtent moins cher, ce dont souffrent les entreprises produisant en Suisse pour le marché intérieur. Beaucoup d'entreprises s'approvisionnent toujours plus à l'étranger, au détriment des fournisseurs suisses. L'industrie suisse s'attend à un recul des entrées de commandes. Le PIB diminue et le chômage augmente. D'où le spectre d'une récession et une menace pour la stabilité des prix. Et les caisses de pension pourraient avoir déjà subi 20 à 30 milliards de francs de pertes comptables.

Les expériences réalisées lors de précédentes turbulences monétaires le montrent: quand le franc s'apprécie de 10%, jusqu'à 100 000 emplois risquent de passer à la trappe dans les trois à cinq années suivantes.

L'appréciation du franc est souvent mal interprétée sur le plan économique. On l'attribue volontiers aux seules activités spéculatives des acteurs de la finance internationale contre l'euro (auxquelles les banques et les fonds suisses participent activement). Or les vraies raisons se situent ailleurs – en Suisse même. La BNS y est pour beaucoup: après avoir renoncé dans un premier temps à combattre l'appréciation du franc, elle est intervenue dans un second temps. Mais suite aux pressions des banques et d'autres acteurs économiques, elle s'est timidement limitée à un taux de 1,20 franc pour un euro. En outre, les banques et les fonds spéculent activement sur la hausse du franc. Surtout, l'appréciation du franc tient à ce que la place financière suisse est un refuge très attrayant pour le capital. Toute une série de facteurs y ont contribué – forte déréglementation des marchés, secret dont bénéficient les réfugiés fiscaux, concentration sans équivalent au monde du marché bancaire (deux banques se partageant la moitié du marché), exonérations fiscales massives des transactions financières, clémence fiscale à l'égard des grands groupes, statut des holdings, décisions politiques diverses. En d'autres termes économiques, le Conseil fédéral et la majorité parlementaire ont sacrifié la place industrielle à la place financière, préférant une politique bancaire à une politique industrielle.

Dans un récent exposé sur la situation de l'industrie suisse Hans Hess, président de Swissmem, a confirmé qu'en 2010 et en 2011, la surévaluation du franc avait fortement entamé la compétitivité des entreprises exportatrices suisses. Car les prix à l'étranger ont chuté de 15%, tandis que les marges de nombreuses entreprises subissaient une érosion de 5 à 10%. En outre, les coûts de production du marché intérieur sont grimpés en flèche. Le président de Swissmem qualifie la situation de dramatique pour des pans entiers de l'industrie d'exportation, à commencer par les PME.

Pressions sur les salaires et sur l'emploi

Die Überbewertung führt zu einem La surévaluation du franc entraîne des pressions sur les salaires et sur l'emploi. Les conflits apparus au cours des deux dernières années dans plus de 80 entreprises (dont certaines soumises à la CCT) montrent que beaucoup d'employeurs cherchent à résoudre le problème du franc fort par le biais d'une augmentation non rétribuée de la durée du travail. C'est absolument contraire aux règles du partenariat social. D'où un cercle vicieux, les banques durcissant encore leurs conditions de crédit à l'égard des entreprises qui souffrent de la surévaluation du franc.

Des clarifications s'imposent par conséquent aux yeux du syndicat. Nous avons certes à l'esprit le lien entre le cours du franc et les marges bénéficiaires, soit le volume des exportations. Mais la surévaluation du franc ne peut servir automatiquement à justifier des mesures d'urgence, étant donné la hausse de chiffre d'affaires enregistrée par de nombreuses entreprises ou encore l'évolution des bénéfices de bien des groupes. Là où des emplois sont menacés, nous contribuons à l'adoption de solutions. Mais le tarif est clair: les charges doivent être réparties entre tous les acteurs (y c. les banques, les actionnaires et les cadres dirigeants). Et les chiffres doivent être transparents (ajustement par hedging du coût des matières premières, sorties d'argent, etc.).

Revendications d'Unia

- La BNS doit agir. Son mandat prévoit en pareil cas de mener une politique monétaire expansive. Elle doit relever le taux plancher. Le cours de change visé doit se situer à 1,40 franc pour un euro. C'est l'unique manière de réduire les pressions subies par les salaires et les emplois.
- La Confédération doit soutenir la BNS, en introduisant p. ex. des contrôles des flux de capitaux, en réglementant l'activité bancaire ainsi que les autres facteurs poussant à une «financiarisation» de l'économie. Il faut entendre par là que l'industrie financière impose sa logique financière à tous les secteurs de l'économie productive.
- Des salaires suisses doivent être versés en Suisse. C'est ce que demandent les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. La Confédération et les cantons doivent faire respecter systématiquement ce principe. Il s'agit d'augmenter et de renforcer les contrôles, d'introduire un régime efficace de responsabilité solidaire, ainsi que d'interdire les salaires en euros ou l'introduction de salaires plus bas pour les frontaliers.

Faute de normalisation rapide du cours du franc et si les exportations devaient s'essouffler, les salaires versés en Suisse seront eux aussi menacés à long terme. Et du même coup le pouvoir d'achat, qui rend possible la «résistance à la crise» de la Suisse.

A cela s'ajoute qu'une détérioration des perspectives d'exportation et des bénéfices correspondants freine l'innovation. Les entreprises préféreraient alors investir dans des rationalisations, comme le montre l'étude menée par l'EPF de Zurich. Il manquera par conséquent des investissements-clés dans les produits d'avenir, dont dépend la compétitivité de demain.

Bilan: pour garantir durablement les salaires et les emplois, et donc la prospérité helvétique, la BNS doit ramener le franc à un niveau normal. Par conséquent, les employeurs et les syndicats doivent absolument veiller ensemble à ce que la BNS change de politique. Car la politique monétaire doit être aussi une politique industrielle.

Proposition d'Unia

Assurance des risques de change encourus par l'industrie d'exportation suisse (SERV+)

Si lors des prochaines négociations conventionnelles, les partenaires sociaux posent les fondations d'un nouveau partenariat social, le syndicat soutiendra à fond une solution SERV+ qui couvre les risques de change. Le monde de la finance propose certes une vaste gamme de produits pour assurer les risques de change, mais ils ne sont guère utilisés, faute de répondre aux besoins de l'industrie d'exportation. Aussi le syndicaliste et conseiller national Corrado Pardini a-t-il déposé en été 2011 une motion chargeant le Conseil fédéral d'élaborer, conjointement avec l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV), des mesures permettant à l'économie d'exportation de s'assurer contre de fortes fluctuations des taux de change. Lors de l'élaboration de cette assurance, il faudra spécialement prendre en considération les risques de change susceptibles d'avoir soudainement un effet de seuil imprévu. Comme pour l'assurance indemnisant la réduction de l'horaire de travail, il faudra fixer des critères clairs (limitation dans le temps, interdiction des licenciements pour raisons économiques, etc.).

En principe, le modèle d'Unia vise à permettre aux entreprises exportatrices d'échanger leurs euros, à certaines conditions, à un cours fixe avantageux. Son financement serait assuré par le prélèvement automatique (sans formalités bureaucratiques) d'une taxe minime, en pour-mille, sur le négoce des devises. Une telle mesure serait conforme au principe du pollueur-payeur. Et compte tenu des montants énormes en jeu (près de 5000 milliards de francs par mois, uniquement pour les opérations sur devises traditionnelles), une taxe de 0,1% et même de 0,05% apporterait déjà à SERV+ bien plus de ressources qu'il ne lui en faudrait pour compenser la volatilité des cours de change.

Le Conseil fédéral a rejeté cette motion. Il faut toutefois insister, dans l'intérêt de l'économie d'exportation.



Les employeurs et le monde politique doivent agir.

Créons une place industrielle et des emplois d'avenir, grâce à une politique industrielle active.

Le syndicat Unia exige depuis des années, et tout particulièrement depuis la crise financière de 2008, la mise en place en Suisse d'une politique économique et industrielle forte. Au début de l'automne 2011, ses membres actifs employés dans l'industrie des machines ont collecté des milliers de signatures parmi leurs collègues et en ont appelé au Conseil fédéral et à la BNS pour intervenir enfin activement, dans l'intérêt de la place industrielle et des emplois en Suisse.

Or rien ne bouge à ce jour en matière de politique industrielle. Tant le Conseil fédéral que les puissantes organisations économiques bloquent des quatre fers. Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, ministre de l'économie, refuse catégoriquement d'entrer en matière.

«Je ne veux pas d'une politique industrielle.» Son argumentation est la suivante: «Aussi longtemps que l'Etat est sollicité pour améliorer les conditions-cadres et non pour des mesures interventionnistes au profit de l'une ou l'autre des industries, je suis d'accord. Mais même en période de turbulences monétaires et économiques comme aujourd'hui, nous devons résister à la tentation de faire de la politique industrielle. Car une fois le génie sorti de la bouteille, nous ne pourrions plus l'y faire rentrer!»

Or même l'idéologie néolibérale donne ici tort au ministre de l'économie. Il devrait avoir pour priorité absolue la bonne marche de l'économie et l'emploi. D'autant plus qu'il s'est souvent lamenté en public des graves difficultés rencontrées par l'économie d'exportation. Schneider-Ammann omet de mentionner deux points. D'abord, tous nos voisins font de la politique industrielle, sauf la Suisse. Même en Grande-Bretagne, où Margaret Thatcher avait précipité la désindustrialisation (à l'ère du «thatchérisme»), ses successeurs conservateurs appellent à la réindustrialisation. Or le Conseil fédéral aime mieux redoubler d'activisme politique au profit du secteur bancaire surestimé et extrêmement dangereux pour l'économie nationale.

Ensuite, refuser toute politique industrielle en cette période de réindustrialisation mondiale est aussi une forme de politique économique. Une forme agressive de politique contre la place industrielle. La politique du Conseil fédéral, qui est aussi celle d'économiesuisse, fait passer les multinationales, le secteur bancaire et les emplois précaires dans les services avant une économie productive. En s'efforçant par tous les moyens d'abaisser la charge fiscale des entreprises au profit des plus riches de ce pays, le Conseil fédéral mène une politique industrielle. Mais pas au sens où le voudrait le syndicat Unia. Ni d'ailleurs dans l'intérêt de l'emploi.

Adhérer à la politique d'économiesuisse et du Conseil fédéral, c'est préférer à une politique industrielle des baisses d'impôts et des emplois mal rémunérés et sans protection sociale.

Or les économistes sont quasiment unanimes à dire aujourd'hui que si les collectivités publiques ne s'engagent pas résolument sur le terrain de la politique industrielle, la reconversion écologique, qui offrirait pourtant des opportunités d'avenir majeures à l'économie suisse, ne se fera pas. Les PME créatrices d'emplois seront les premières à en faire les frais. Il est par conséquent nécessaire que les milieux politiques et économiques revoient leur position actuelle.

Quelle politique industrielle?

Il ressort clairement des discussions menées avec le ministre de l'économie, avec les politiciens et leurs représentants faïtiers, que la politique industrielle haïe est assimilée aux subventions, au maintien de structures, au protectionnisme économique, aux plans quinquennaux, à la production dirigée par l'Etat et à d'autres mesures interventionnistes. C'était sans doute vrai autrefois.

Or la politique industrielle d'aujourd'hui consiste à redonner la priorité au travail productif, à dompter les mécanismes destructeurs du secteur financier, à organiser le transfert dans la recherche et le développement, à stimuler les investissements, à soutenir résolument la reconversion écologique et le tournant énergétique, à procurer des crédits bon marché aux entreprises, à mieux redistribuer les gains de productivité, à renouveler les infrastructures, à créer un service public fort, à favoriser par des moyens légaux les investissements utiles, à encourager les connaissances et le savoir-faire par des offensives de formation...

La question n'est donc pas «Oui ou non à la politique industrielle?», mais: «Quelle politique industrielle voulons-nous?».

Un véritable partenariat social

En refusant toute politique industrielle active, les employeurs prennent en otages les travailleurs/euses. Ils brandissent la menace de délocalisations d'emplois à l'étranger, afin de faire pression sur les conditions de travail et les salaires. Or une telle attitude est fatale au partenariat social. Elle n'aboutit qu'à des conflits sociaux sans issue.

Le syndicat Unia propose aujourd'hui à l'association patronale Swissmem une politique industrielle basée sur le partenariat social. Elle reposera sur deux piliers, des avancées sur le terrain de la production durable, d'une part, et des avancées sociales, d'autre part. Soit ce que nous appelons la reconversion écosociale.

La politique industrielle que nous voulons.

Nos priorités: l'innovation, l'emploi, la durabilité et des avancées sociales.



«Nous sommes opposés au maintien des structures et aux distorsions de la concurrence» – il n'y a pas de pire argument contre une nouvelle politique industrielle. Il nous ramène à la politique néolibérale des années 1990, qui a ruiné des pans entiers de l'industrie suisse au nom de la valeur actionnariale et de la déréglementation de l'industrie financière. La substance même, hautement productive, de l'industrie a été sacrifiée sur l'autel du profit à court terme. Et c'est ainsi que de précieuses connaissances et un savoir-faire irremplaçable ont été anéantis.

Des investissements d'avenir

Notre leitmotiv va exactement dans la direction opposée. Il faut investir – pour l'avenir. Des investissements dans la formation et la recherche, dans l'encouragement de l'innovation et la durabilité, et donc surtout dans la création de nouveaux emplois. Tels sont les instruments qui permettront de démarrer la reconversion écosociale urgente qui s'impose de l'économie, soit l'enjeu brûlant aujourd'hui.

Il convient ici d'appeler par leur nom les réalités des deux dernières décennies. Les entreprises suisses ont engrangé depuis une vingtaine d'années des bénéfices élevés. Or au lieu de réinvestir cet argent, elles l'ont consacré à des opérations financières ou à des redistributions aux actionnaires. La stratégie des nantis en Suisse est connue depuis longtemps – des économies d'impôts, un Etat faible, des bénéfices élevés et peu d'investissements.

Le slogan d'autrefois des entrepreneurs était «les profits d'aujourd'hui seront les emplois de demain». Les temps ont changé et bien souvent, les profits d'aujourd'hui font les chômeurs de demain.

Ce que nous visons et proposons aujourd'hui

- affaiblissement du franc par la politique monétaire, réglementation du secteur financier et refonte de la politique fiscale;
- extension massive de la CTI;
- fonds paritaire pour une Suisse productive;
- sortie de l'atome, passage aux énergies intelligentes, distribution efficace et réduction de la consommation; garantie de la sécurité d'approvisionnement à des prix concurrentiels;
- offensive de formation;
- soutien à la formation professionnelle, aux HES et aux hautes écoles;
- politique d'investissement des collectivités publiques (infrastructures, énergie, transports, etc.);
- salaire minimum légal et, bien entendu, réalisation enfin de l'égalité salariale;
- mécanismes de soutien de la codécision du personnel (savoir-faire);
- taux de change garanti pour les exportations, financé par une taxe minime frappant le négoce des devises (selon le principe du pollueur-payeur).

Une politique industrielle active vise à stopper le risque imminent de déclin de l'industrie. Nous nous engageons pour une place industrielle durable et novatrice, créatrice d'emplois en Suisse.

Début d'une réindustrialisation: des opportunités immenses pour l'économie et pour l'emploi.

La reconversion écosociale est plus qu'une vision. Il en va de notre avenir.



Selon une étude du Ministère fédéral de l'environnement à Berlin («Greentech-Atlas 2.0») datant de 2009, la reconversion écologique représentera, dans les sept prochaines années, un marché mondial de 4000 milliards d'euros et générera au niveau mondial des millions d'emplois. Jusqu'à 60 millions de jobs, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT) basée à Genève.

Plusieurs dizaines de milliers de jobs devraient logiquement revenir à l'industrie suisse. Notre pays a tout pour bien faire. Les connaissances techniques et le savoir-faire de la main-d'œuvre sont remarquables. La productivité bat tous les records. Les travailleurs/euses maîtrisent la plupart des technologies, qui relèvent généralement de la microtechnique, de la microélectronique et de la chimie. Nos hautes écoles spécialisées et nos universités comptent parmi les meilleures au monde. Enfin, le capital est largement disponible.

Ne pas rater le train

Or à ce jour, le patronat suisse n'a créé que quelques milliers d'emplois dans les nouvelles industries. De nombreuses entreprises n'investissent plus guère dans l'avenir. La recherche suisse arrive certes toujours en tête des palmarès. Mais lorsqu'il s'agit des applications pratiques de la recherche, l'économie suisse dégringole au 15e rang. Loin derrière l'Europe du Nord, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Irlande et même la Corée du Sud, l'Inde et la Chine.

La reconversion écologique est à la fois nécessaire et urgente. Car les catastrophes écologiques infligent d'énormes dommages à la planète et à ses habitants. Tout un paradigme de production est en crise. Nous sommes donc à un tournant historique. Nous devons apprendre à produire différemment. Et nous avons là une réelle chance de créer des emplois supplémentaires et de meilleure qualité, en Suisse et ailleurs dans le monde.

Révolution industrielle en marche

Une autre révolution industrielle bouscule depuis quelque temps nos habitudes, favorisée par de nouvelles technologies comme les nanotechniques, la raréfaction des matières premières, la crise énergétique, la fin prévisible de l'ère du pétrole, le désastre climatique dû au CO₂, la sortie de l'atome et la raréfaction des denrées alimentaires.

Lorsqu'on parle de reconversion écologique, beaucoup de gens ne pensent qu'au tournant énergétique. Il s'agit certes d'une partie importante. Car il crée d'énormes marchés, p. ex. avec l'isolation des bâtiments, les nouveaux matériaux de construction, la production énergétique à base de cellules solaires, les éoliennes, la force hydraulique, les pompes à chaleur, le biogaz et les moteurs à hydrogène. Avec la distribution intelligente de courant, le stockage d'énergie, l'utilisation rationnelle de l'eau. Et avec des appareils ou machines-outils à faible consommation d'énergie.

Or la reconversion écologique va bien plus loin. Elle met sens dessus dessous des pans entiers de la chaîne de production. Par exemple avec de nouveaux matériaux ou revêtements, des matières premières plus performantes, une fabrication plus efficiente des matériaux, des systèmes de télégestion, la gestion intelligente du trafic, la gestion et le recyclage des déchets, la robotique, l'industrie des nanos et des nanorisques, la biochimie...

Prenons un exemple: de nombreux matériaux précieux ou rares se raréfient rapidement. Et ils deviennent des enjeux stratégiques disputés (comme p. ex. les terres passées sous contrôle chinois). Même des matériaux aussi banals que le silicium sont soumis à une demande exponentielle et renchérissent très vite. Les spéculations auxquelles se livrent les groupes actifs dans le négoce de matières premières et les hedge funds font le reste. Une solution consisterait à doter des matériaux courants, dont l'élimination ainsi que la fabrication présentent un meilleur bilan écologique, des propriétés inhérentes à des matériaux plus rares – par finissage, revêtement, transformation biochimique, etc. Selon les estimations prudentes du MIT, cette valorisation représentera d'ici 2020 un marché se chiffrant en dizaines de milliards de dollars.

**Le service public montre l'exemple:
efficience énergétique et compétitivité**

Les quatre entreprises fédérales que sont les CFF, la Poste, Swisscom et Skyguide entendent poursuivre leurs efforts de réduction de leur consommation d'énergie et de leurs émissions de CO₂, dans la perspective de la stratégie énergétique 2050, y c. pour des raisons économiques. Ainsi, les CFF veulent recourir exclusivement aux énergies renouvelables d'ici 2030. De même, Swisscom et la Poste visent à accroître leur efficacité énergétique.

Un puissant moteur

La reconversion écosociale serait un précieux moteur, dans une optique de réindustrialisation de la Suisse. Dans le domaine des cleantech, on estime qu'elle permettrait de créer jusqu'à 200 000 nouveaux emplois.

Une étude de l'EPF de Zurich sur l'avenir énergétique de la Suisse parvient à la conclusion que la sortie progressive du nucléaire décidée par le Conseil fédéral et le Parlement serait réalisable sur le plan technologique et soutenable sur le plan économique. On y voit par ailleurs que d'importants efforts s'imposent encore, dans tous les secteurs et à tous les niveaux de la société, pour réaliser le tournant énergétique visé dans le respect des objectifs énergétiques fixés et sans perte de bien-être.

C'est là où intervient la politique industrielle dont nous parlons.

L'industrie des machines serait la grande gagnante

L'étude de l'EPF de Zurich se penche également sur l'impact économique de la transformation du système énergétique. Le renchérissement des énergies fossiles et le passage aux énergies renouvelables entraîneraient une hausse modérée des dépenses énergétiques. Mais comme l'écrit le groupe d'experts, les coûts énergétiques n'augmenteraient à aucun moment au point de ne plus pouvoir être couverts par les revenus supplémentaires générés. Enfin, la hausse de prix de l'énergie aboutirait à de nouvelles incitations à investir et à un changement structurel. Les secteurs pressentis pour les innovations requises, comme p. ex. l'industrie des machines, seraient les grands gagnants. L'étude prévoit encore une croissance positive pour tous les secteurs économiques ayant opté pour un approvisionnement énergétique durable.

Beaucoup de nouveaux jobs:

Des énergies renouvelables à fort taux de main-d'œuvre

L'essor des énergies renouvelables en Allemagne a eu un impact marqué sur la croissance et l'emploi. Telles sont les conclusions d'une étude pluriannuelle réalisée entre 2008 et 2011, pour le compte du Ministère fédéral de l'environnement, par des chercheurs issus d'instituts de recherche renommés et placés sous la conduite de la société de recherche économique GWS d'Osnabrück. En 2010, la contribution concrète à l'emploi en Allemagne des énergies renouvelables avoisinait 367 000 personnes. Soit en tout cas deux fois plus qu'en 2004. D'ici 2030, l'emploi est susceptible de franchir le cap du demi-million de jobs, en dépit des surcapacités du secteur solaire.

Source: brochure BMU, «Erneuerbar beschäftigt!», 2^e édition actualisée de juillet 2011.

Une étude réalisée par McKinsey sur mandat de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et publiée en février 2010 parvient aux mêmes conclusions. Son bilan: «L'économie suisse, qui repose sur une production à forte valeur ajoutée, est traditionnellement tournée vers l'exportation. Etant donné les efforts mondiaux visant à une utilisation efficiente des agents énergétiques, ses industries tournées vers l'avenir bénéficient d'un important potentiel de croissance, dans un marché globalisé.»

Une autre étude de McKinsey datant d'avril 2009 documente l'importance stratégique que revêtent, pour l'économie mondiale, l'énergie et donc la reconversion à l'efficacité énergétique. La production mondiale est assurée «à hauteur de 36 500 milliards d'euros par des entreprises ou des industries pour lesquelles il est stratégique de savoir quelle forme d'énergie intervient, en quelles quantités et à quel coût, dans la production et les processus de production.»

Le potentiel est gigantesque. Mais il requiert des impulsions, l'adoption de mesures et des investissements – une politique industrielle.

La reconversion écosociale est-elle hostile à l'industrie?

Exemple: nouvelle politique énergétique et sortie du nucléaire.

Au contraire, comme nous l'avons vu, les cleantech seront d'ici 2020 l'industrie phare au niveau mondial, devant la chimie, les aciéries et l'automobile.

Le problème de l'énergie est au cœur du débat. L'électricité est un facteur de production majeur pour l'industrie MEM. Voilà pourquoi Swissmem a pris publiquement position, à la fin d'août 2012, sur la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral. Cette association faitière formule trois exigences absolument impératives, soit une sécurité d'approvisionnement élevée, des prix de l'électricité compétitifs et l'indépendance grâce à une production maximale dans les limites des frontières. Swissmem tire à boulets rouges sur la stratégie énergétique 2050 de la Confédération. Elle serait peu réaliste et surestimerait massivement les possibilités d'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que le potentiel des énergies renouvelables pour la production électrique.

Sortie du nucléaire – une politique énergétique hostile à l'économie?

Parmi les principaux arguments avancés contre la sortie du nucléaire et le passage aux énergies renouvelables figure l'affirmation bien connue selon laquelle les entreprises industrielles grosses consommatrices d'énergie, comme les aciéries et les fabriques de ciment, n'auraient pas d'avenir et donc des disparitions massives d'emplois seraient à prévoir dans l'industrie suisse.

La reconversion énergétique représente incontestablement – comme le montre l'étude déjà citée de l'EPF de Zurich – un défi ambitieux pour l'industrie grosse consommatrice d'énergie. Mais il est surmontable. Ces deux dernières années, diverses interventions politiques déposées au Parlement ont invité p. ex. le Conseil fédéral à garantir, par la voie légale, que les secteurs de l'industrie gourmands en énergie puissent se fournir en électricité à des prix concurrentiels (motion Bischof).

L'avenir électrique:

Des signaux positifs en provenance de l'industrie MEM

Au-delà des critiques formulées, Swissmem relève la volonté de l'industrie de faire son devoir et de contribuer à l'élaboration d'une stratégie énergétique 2050 qui soit réaliste. L'industrie MEM aurait déjà largement contribué dans le passé aux améliorations d'efficacité et diminué sa consommation d'énergie de 39% depuis 1990. Au cours de la même période elle aurait même réduit de 48% ses émissions de CO₂.

En s'accrochant au courant nucléaire, l'industrie serait dans l'illusion et la myopie. Un groupe stratégique d'ABB formé d'experts de haut niveau a fait ses calculs il y a quelques années et conclu que l'énergie atomique est un piège économique.

Tôt ou tard, les coûts du courant nucléaire externalisés et remis à plus tard feront exploser le prix de l'électricité. Et à supposer que de nouvelles centrales nucléaires soient construites, elles monopoliseraient des énergies et des capitaux dont l'industrie a besoin et nous feraient rater le virage énergétique. D'autres profiteraient de l'aubaine.

Tâche commune des partenaires sociaux et de l'industrie MEM

Nul ne conteste la nécessité d'agir sur le prix de l'électricité. Le Conseil fédéral parle p. ex. d'exonérer les entreprises grosses consommatrices d'énergie des taxes sur le courant, selon le modèle déjà en place de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC). Des solutions plus intelligentes seraient également envisageables à moyen terme. La baisse de la consommation d'énergie de 39% en 20 ans citée par Swissmem en apporte la preuve.

Selon les études déjà citées de McKinsey et de l'EPF de Zurich, l'efficacité énergétique constitue le facteur déterminant au niveau tant de la production que des produits eux-mêmes, et c'est ce facteur qui rend compétitives sur les marchés mondiaux même les branches industrielles grosses consommatrices d'énergie (acier, chimie, construction de machines et d'équipements, métaux non ferreux, papier, etc.).

L'heure est venue de rechercher dans l'industrie de telles solutions viables. A fortiori dans l'optique de la sortie du nucléaire. Etant donné la chance unique que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies nous offrent de générer, au cours des prochaines décennies, des dizaines de milliers de nouveaux emplois dans l'industrie et les arts et métiers, nous jugeons qu'il est du devoir de tous les partenaires sociaux de rechercher ensemble les meilleures solutions et de les concrétiser à l'échelon tant politique qu'industriel.

La place industrielle suisse a un avenir.

Il faut investir davantage dans l'innovation et dans de solides mécanismes de transfert. La CTI.

L'innovation et la formation sont au cœur de toute politique industrielle. Dans le cas de l'industrie MEM, la politique d'innovation constitue un facteur de succès décisif.

La compétitivité sur les marchés mondiaux de l'industrie MEM dépend dans une large mesure des milliers de PME actives dans cette branche. Elles sont particulièrement innovantes. De nombreuses PME disposent de leur propre département de recherche et de développement. Or là aussi, la domination des groupes financiers et la crise économique ont laissé des traces.

Une enquête menée par l'Office fédéral de l'énergie montre que de nombreuses PME ajournent depuis des années des investissements dans l'innovation, faute de possibilité de financement. Les conditions de crédit fixées par les banques sont trop restrictives. La majorité des entreprises actives dans le secteur des énergies renouvelables, qui recourraient volontiers au crédit, ne déposent même pas de demande, sachant par expérience qu'elles essuieraient un refus. Elles n'ont donc pas accès aux marchés des capitaux.

L'autre problème fréquent tient au transfert vers les PME de la recherche et du savoir scientifique, qui laisse à désirer. Et cela à double titre. Il n'est pas facile pour les petites entreprises de se maintenir à jour sur le plan technique, de se procurer activement et systématiquement auprès des hautes écoles et des instituts de recherche un savoir en rapide évolution, ainsi que de l'intégrer dans leur production. Il est encore plus difficile pour elles d'identifier les opportunités stratégiques parmi les nombreuses innovations, de les filtrer et de les combiner à leurs connaissances et à leur savoir-faire.

Faible courroie de transmission

Il est urgent d'agir en faveur de la CTI

Les mesures spéciales décidées par le Conseil fédéral en automne 2011 pour soutenir la recherche et l'innovation prouvent que les moyens alloués sont loin de suffire. Quelque 1064 requêtes au total ont été reçues en deux mois, 246 approuvées et 299 rejetées. Or 519 demandes n'ont même pas été évaluées, elles ont été reportées à 2012 et retournées à l'expéditeur sans être examinées. Les moyens financiers ont récemment été revus à la hausse, à l'occasion d'un rafistolage maladroît.

Le dernier message du Conseil fédéral relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (message FRI 2013 – 2016) va dans la bonne direction, en prévoyant une croissance moyenne de 3,7% par an des crédits. Or c'est loin d'être suffisant. Les défis dans le domaine de la recherche et du développement ainsi que de la formation demandent des ressources supplémentaires, pour permettre à l'industrie d'exportation suisse de s'imposer sur le marché mondial de la reconversion écosociale.

Les faiblesses sont donc connues:

- Le transfert vers le secteur privé des résultats de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée menées par les hautes écoles laisse à désirer et souffre de lenteur. Les PME en font particulièrement les frais.
- Les crédits alloués à la CTI ne suffisent pas aujourd'hui pour couvrir les besoins réels des PME, dans le sens d'un véritable soutien à l'innovation.
- Les conditions de crédit extrêmes pratiquées par les banques empêchent des investissements et des innovations nécessaires.

D'où nos exigences

- Le soutien à la recherche a besoin d'être massivement renforcé, au niveau tant fédéral que cantonal; en particulier, les centres de compétences des hautes écoles et des HES ont besoin de moyens financiers nettement plus élevés.
- Les crédits de la CTI seront massivement augmentés au profit des PME. Et il convient de réexaminer les restrictions pesant sur les transferts (la CTI étant partenaire des hautes écoles et non des entreprises).
- La CTI doit être renforcée par une division Stratégie industrielle, chargée d'informer activement l'industrie sur les opportunités du marché.
- Un fonds paritaire ou tripartite pour une Suisse productive prendra progressivement le relais des banques pour l'octroi de crédits industriels.

L'avenir de l'industrie dépend de la formation.

La place industrielle suisse a besoin d'investissements plus élevés dans la formation.

Des collaboratrices et collaborateurs bien qualifiés sont de loin le principal atout de l'économie suisse face à la concurrence internationale. Et le système dual de la formation professionnelle en place en Suisse constitue un facteur de succès pour notre place industrielle.

Dans les faits, le manque de main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie MEM représente à moyen et à long terme un risque majeur pour la place industrielle suisse. Car même si l'immigration de main-d'œuvre hautement qualifiée – en provenance de l'UE notamment – atténue le problème, il reste urgent d'agir sur le terrain de la formation professionnelle de base ainsi qu'au niveau des qualifications professionnelles supérieures.

La crédibilité des acteurs politiques est en jeu

Or malgré ce constat, les investissements dans la formation qualifiée des jeunes générations restent insuffisants. Au cours des dix dernières années, la Confédération et les cantons ont régulièrement économisé sur les dépenses de formation. L'industrie et les milieux politiques doivent à présent exiger une hausse des dépenses de formation. C'est la seule attitude crédible.

La formation professionnelle duale joue un rôle important dans l'industrie MEM. La formation et le perfectionnement constituent un domaine où les partenaires sociaux ont toujours étroitement collaboré – en vertu de la CCT. Avec succès. Le nombre de places d'apprentissages est sensiblement plus élevé dans les entreprises de l'industrie MEM que dans la moyenne de toutes les branches d'activité.

Les partenaires sociaux ont en outre lancé des initiatives communes visant à encourager la formation continue:

- Les représentant-e-s des travailleurs peuvent fréquenter des cours spécifiquement adaptés à leur activité et organisés par la Communauté de travail pour la formation des membres des représentations des travailleurs dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (AAA).
- Le centre de formation esg créé par les partenaires sociaux et l'école de cadres Swissmem proposent en outre quantité de cours, de séminaires et de filières de formation continue spécialement adaptés aux besoins de l'industrie MEM.

Dans le cadre d'un projet de recherche du Fonds national réalisé entre 1997 et 2000, le prof. Hans Geser de l'Université de Zurich a montré que l'industrie MEM est la branche fournissant la plus importante contribution à la formation (technique) des apprenti-e-s. On ne peut en dire autant d'autres branches traditionnelles comme le textile et l'industrie alimentaire, peu enclines à former des apprenti-e-s. Or ce déficit se retrouve dans des industries modernes et tournées vers l'avenir, comme la chimie ou l'électronique. La situation est pire encore dans le secteur tertiaire où, selon l'étude du prof. Geser, les investissements consacrés à la formation professionnelle sont en décalage complet avec les besoins à long terme. La formation de spécialistes est absolument insuffisante dans des branches aussi modernes que l'informatique et les télécoms. D'où d'importantes retombées négatives sur l'industrie MEM, résolument tournée vers l'innovation et la technologie. La grave pénurie de spécialistes qualifiés se traduit aussi par un volume élevé d'heures supplémentaires.

213 millions d'heures supplémentaires

En 2010, 213 millions d'heures supplémentaires ont été réalisées en Suisse, selon la publication «Indicateurs du marché du travail 2012» de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Soit l'équivalent de 109 000 emplois à plein temps. Ce nombre élevé reflète notamment l'assèchement du marché de la main-d'œuvre qualifiée et témoigne de la réelle nécessité d'agir, sur le terrain de la formation professionnelle comme de la formation professionnelle supérieure.

Une étude réalisée auprès des 500 plus grandes entreprises de Suisse et récemment publiée par Monster.ch sous le titre «Recruiting Trends 2012 Suisse» brosse un tableau sombre quant à la pénurie persistante de personnel qualifié dans les entreprises suisses. Certains profils de postes restent visiblement très difficiles à pourvoir, notamment dans les secteurs IT et Recherche et développement. Les sondés pensent qu'en 2015, 46,3% des emplois vacants seront difficiles voire impossibles à repourvoir. La situation est véritablement alarmante.

Le président de Swissmem met en garde contre la pénurie de personnel qualifié

Hans Hess, président de Swissmem, a souligné qu'une relève bien formée à tous les niveaux est la clé du succès économique, tout en avertissant que l'actuelle pénurie de personnel qualifié dans l'industrie freine le développement des entreprises en Suisse, avec pour effet qu'une partie de ces entreprises partent à l'étranger.

Unia pense comme Swissmem que les efforts étatiques accomplis à tous les degrés de formation (formation professionnelle de base, HES, universités) doivent être renforcés, notamment par:

- une formation de base plus attrayante pour les jeunes;
- l'augmentation des aides allouées aux hautes écoles, sans que la formation professionnelle supérieure en fasse les frais;
- un soutien plus généreux de la formation professionnelle supérieure, avec des crédits supplémentaires d'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Bilan: l'avenir de la place industrielle dépend directement des efforts consentis et des investissements réalisés dans le domaine de la formation. Le même constat vaut, comme indiqué plus haut, pour toutes les activités d'information et de promotion des technologies, ainsi que pour le transfert de savoir vers les PME de l'industrie.

Le partenariat social doit être approfondi dans ce domaine.

Beaucoup d'entreprises peinent à accéder au crédit. Les grandes banques menacent l'emploi. Pourquoi beaucoup de PME sont aux abois.



Les pratiques bancaires des 20 dernières années sont bien connues. Les grands établissements comme UBS et CS affichent des bénéfices record. Quant aux PME, elles subissent des pressions croissantes ou sont déjà aux abois, à cause de la politique de crédit plus restrictive pratiquée par ces mêmes banques. Des dizaines de milliers d'emplois sont ainsi menacés.

Un resserrement du crédit peut prendre plusieurs formes. Parfois les crédits sont tout simplement refusés. Ils peuvent aussi être assortis de taux d'intérêt exorbitants, ou de délais de remboursement trop brefs. Il arrive encore que les crédits ne soient même plus sollicités et que l'entreprise renonce à son investissement. Enfin, les banques peuvent lier l'octroi de crédits à d'autres conditions comme des licenciements, un redimensionnement, des externalisations, des transferts d'actifs (p. ex. de la caisse de pension) ou d'immeubles à la banque, etc.

La plupart des grands groupes nagent aujourd'hui dans l'argent. Par contre, la plupart des PME dépendent dans une large mesure de crédits bancaires.

Beaucoup d'établissements de moyenne taille sont des entreprises traditionnelles aux mains d'une même famille depuis plusieurs générations. Faute d'accès direct au marché des capitaux, elles ont besoin des banques pour assurer leur financement.

La BNS recourt aujourd'hui à un instrument très classique de gestion des crises: elle injecte de l'argent bon marché et crée ainsi du crédit supplémentaire. Depuis 2008, la BNS met à disposition des banques des montants toujours plus élevés. Actuellement à un taux de 0,0%. La doctrine classique et la BNS partent de l'idée que les banques prêteront cet argent à l'économie sur la base d'une fourchette de taux d'intérêt adéquate, autrement dit qu'elles veilleront à accorder des crédits bon marché qui relancent la conjoncture.

Or les banques ne le font pas aujourd'hui. Les crédits aux entreprises sont en moyenne aujourd'hui 2 à 4% plus élevés qu'il y a dix ans encore. Les banques ont fortement agrandi la fourchette des taux à leur propre profit. Des taux de 6% ne sont pas rares. Les banques dépouillent ainsi les PME de 2 à 3 milliards de francs par an. Cet argent fera ensuite défaut pour des investissements ou pour des augmentations de salaire.

L'économie suisse est composée pour plus de 99% de PME. Deux tiers de tous les salariés travaillent dans des entreprises employant moins de 250 personnes. La politique de crédit des banques freine ainsi directement la croissance économique et la création d'emplois.

Constat: le crédit bancaire dans l'industrie n'a plus augmenté depuis 2007. Et il est globalement peu élevé: son montant est de 30 milliards seulement (sans les crédits hypothécaires). Les grandes banques en particulier utilisent les milliards de la BNS pour apurer leurs bilans.

Voilà pourquoi Unia plaide pour un système de crédit concurrentiel. Il se fondera sur des critères industriels, écologiques et sociaux et non sur des spéculations de rendement déconnectées de l'économie réelle.

Du temps où il présidait Swissmem, Schneider-Ammann craignait un resserrement de crédit.

Johann Schneider-Ammann, l'ancien président de Swissmem, avait lui-même décrit la gravité de la situation le 24 février 2009, à la conférence de presse annuelle de cette organisation patronale: «En ce moment, il est impossible à une entreprise de moyenne taille d'obtenir un crédit de 60 millions de francs». Les conditions de crédit s'étaient détériorées. D'où un renchérissement pour les entreprises de l'industrie MEM du coût des capitaux étrangers, en raison d'une notation moins favorable et des suppléments pour les coûts des risques perçus par les banques. Schneider-Ammann dénonçait déjà le risque d'un resserrement de crédit. L'industrie MEM est exposée à un tarissement des crédits, dans le sillage de la crise financière. Les entreprises seraient confrontées à des difficultés encore plus grandes qu'aujourd'hui.

Fonds pour une Suisse productive

Unia propose un nouveau modèle de financement de la reconversion écosociale.

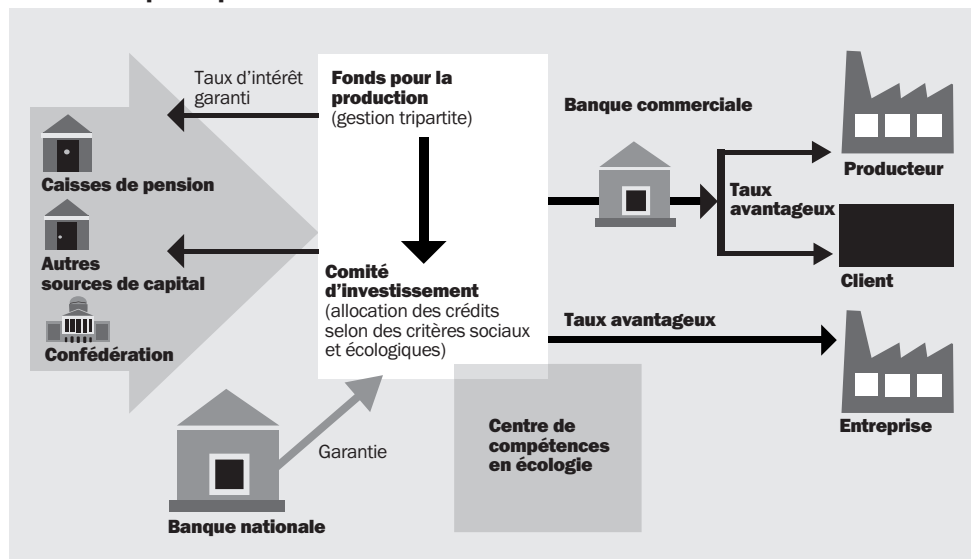
La reconversion écosociale est une opportunité formidable pour l'industrie. Elle permettra de créer des dizaines de milliers de nouveaux emplois. D'où l'importance de prévoir de nouveaux modèles de financement.

Unia propose un Fonds pour une Suisse productive. Il s'agit d'un pacte entre partenaires sociaux en faveur de la modernisation écologique et sociale. Voici comment il fonctionnera:

- Le fonds pour la production fera l'objet d'une gestion paritaire entre les syndicalistes, les employeurs et l'Etat. Une telle forme d'organisation a fait ses preuves en Suisse (Suva, etc.).
- Ce fonds financera et garantira les investissements dans les techniques et processus durables et innovateurs des PME. Et plus tard dans des projets d'infrastructure également.
- Le financement d'un projet sera soumis au respect de trois conditions. Il devra être pertinent d'un point de vue écologique. Un centre de compétences en innovation, p. ex. une CTI fortement renforcée, y veillera. Il devra être économiquement viable. Les experts du fonds s'en assureront. Enfin, l'entreprise devra satisfaire à des critères sociaux (p. ex. CCT, égalité, etc.). Sa composition paritaire y veillera.
- Ce fonds sera alimenté par les avoirs des caisses de pension, le cas échéant par l'impôt ou d'autres sources encore (p. ex. dépôts auprès de Postfinance). Le taux d'intérêt sera bas mais garanti (ce qui ne gênera pas les caisses de pension, compte tenu des rendements actuels). La BNS ou les collectivités publiques garantiront les dépôts et leur rémunération.

Ce fonds procurera des crédits bon marché et sûrs. Il protégera ainsi de nombreuses PME face au diktat des grandes banques et à leurs attentes démesurées de profit. Et il soustraira une partie des avoirs des caisses de pension aux incertitudes liées aux spéculations financières.

Le fonds Unia pour la production: Son fonctionnement



Un projet avec garantie étatique: un fons pour la production géré paritairement sera au cœur de la reconversion écosociale. Ce fonds serait alimenté par la fortune des caisses de pension, év. par l'impôt, et bénéficierait d'une garantie d'Etat.

Pas de libre circulation des personnes sans mesures efficaces contre les pressions sur les salaires

Il est urgent de mieux protéger les salaires et les conditions de travail!



Les pressions sur le marché du travail helvétique ont massivement augmenté. Les entreprises étrangères sont toujours plus tentées de venir travailler en Suisse à des salaires de dumping. Et visiblement les entreprises suisses sont toujours plus disposées à confier des travaux à des prix de dumping à des sous-traitants étrangers ou suisses.

Des salaires suisses doivent être versés en Suisse. C'est ce qu'exigent les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Voilà pourquoi il faut renforcer les mesures d'accompagnement visant à protéger les salaires. D'où nos exigences:

- 1.** introduction de mesures efficaces dans la loi sur les travailleurs détachés (concrètement: responsabilité solidaire, contrôles systématiques des entreprises détachant des travailleurs en Suisse, amendes plus élevées en cas d'infraction);
- 2.** pas de CCT sans salaire minimum;
- 3.** respect rigoureux des lois et des CCT.

Le syndicat Unia l'a toujours dit. Il n'y aura pas de libre circulation des personnes sans mesures d'accompagnement efficaces.

La responsabilité solidaire s'impose

Les bases légales actuelles s'avèrent insuffisantes pour combattre les pressions croissantes sur les salaires et les conditions de travail. C'est pourquoi le syndicat exige un régime de responsabilité solidaire. Car si les entreprises peuvent se soustraire à leurs responsabilités dès qu'elles ont obtenu de leurs sous-traitants la promesse écrite de respecter les conditions de travail minimales, la porte est grande ouverte aux abus. Les entreprises doivent répondre des manquements de leurs sous-traitants.

Il n'y a pas d'alternative à un régime de responsabilité solidaire étendue. Le syndicat Unia a déjà inscrit de telles règles dans diverses CCT, conjointement avec les employeurs. Cette mesure a porté ses fruits. De nombreuses CCT du secteur de l'artisanat prévoient p.ex. l'obligation de fournir des sûretés, solution qui garantit que la différence de salaire ou les cotisations manquantes aux assurances sociales puissent être versées a posteriori, le cas échéant. Or les possibilités d'agir sont aujourd'hui limitées, ce qui justifie des adaptations légales. De nombreux employeurs issus de différentes branches d'activité soutiennent déjà aujourd'hui cette revendication d'Unia.

Unia exige des salaires minimaux dans la nouvelle CCT de l'industrie MEM

Différentes branches de l'industrie ne prévoient toujours pas de salaire minimum conventionnel. A commencer par la CCT de l'industrie MEM. Le syndicat le déplore depuis des années. On trouve toujours dans l'industrie suisse des machines des personnes qui travaillent pour bien moins de 3000 francs.

Il incombe en premier lieu aux partenaires sociaux de conclure des CCT prévoyant des salaires minimaux corrects. S'ils négligent de le faire, les employeurs doivent accepter que l'Etat intervienne pour interdire les bas salaires. La situation est particulièrement alarmante au Tessin. A la demande du syndicat Unia, la commission tripartite cantonale a proposé au Conseil d'Etat la mise en place d'un contrat-type de travail interdisant par voie légale les salaires de moins de 3000 francs. Mais les employeurs de l'industrie – dont Swissmem – ne veulent pas entendre parler d'un tel contrat-type de travail. Tout comme ils refusent l'introduction de salaires minimaux dans les CCT. Ce faisant, ils soutiennent directement le dumping salarial.

Pourquoi les salaires minimaux sont si importants.

Les salaires minimaux légaux constituent le meilleur rempart contre le dumping salarial.

En Europe, les salaires minimaux légaux constituent une pratique courante. Près de 70% des Etats ont un régime de salaire minimum légal. En introduisant un tel système, la Suisse comblerait une lacune de sa réglementation du marché du travail.

Les salaires minimaux ne constituent pas une nouveauté, même en Suisse. Ils remontent même à plus de 150 ans. Et depuis 70 ans, les salaires minimaux inscrits dans les CCT peuvent être déclarés de force obligatoire, ce qui signifie qu'une branche d'activité tout entière sera tenue de s'y conformer.

L'économie suisse a fait d'excellentes expériences avec les salaires minimaux pendant de longues années. La situation de l'emploi était exceptionnellement bonne et le taux de chômage très bas en comparaison européenne, jusque dans les années 1990.

Efficacité contre le dumping salarial

Un salaire minimum constitue le meilleur rempart contre la sous-enchère salariale. Qui-conque travaille en Suisse doit obtenir le même salaire pour la même activité, et pouvoir en vivre décemment. Il est indéniable que les pressions sur les salaires se sont accrues depuis l'introduction de la libre circulation des personnes.

Les salaires minimaux empêchent tout dumping salarial – dans l'industrie aussi. La mise en place d'un salaire minimum représente donc un complément important aux mesures d'accompagnement existantes.

Le mythe des disparitions d'emplois

Un argument revient souvent contre l'introduction de salaires minimaux dans les CCT de branche ou au niveau légal: un tel plancher salarial aboutirait à des disparitions massives d'emplois. De nombreuses recherches scientifiques prouvent que cet argument ne tient pas la route. Une étude pionnière menée aux Etats-Unis est même parvenue à la conclusion qu'un relèvement des salaires minimaux a eu un effet positif sur le taux d'emploi. On peut du moins constater, au stade actuel des recherches, que les salaires minimums ont un effet quasiment neutre sur le chômage.

Les salaires minimaux aboutissent à une répartition plus équilibrée des revenus, en améliorant la situation des revenus bas ou moyens. En ce sens, un salaire minimum s'avère un instrument efficace contre les inégalités salariales et contre la discrimination salariale dont les femmes sont victimes. Or l'égalité salariale est loin d'être réalisée, y c. dans l'industrie MEM, comme le montre la toute dernière enquête suisse sur la structure des salaires menée par de l'Office fédéral de la statistique (OFS). En dépit d'un mandat tant constitutionnel que légal dans ce sens.

Comme chacun sait, les classes de revenus inférieures économisent moins que les hauts revenus. On peut donc s'attendre à ce qu'en cas de réduction des écarts de revenus, la part des revenus réinjectée dans le circuit économique augmente. D'où des effets positifs à prévoir pour l'économie nationale.

Manque de soutien au partenariat social

Les employeurs et leurs associations faïtières s'opposent à toute solution légale, en faisant valoir que de telles questions doivent être réglées dans le cadre du partenariat social et des CCT. Or quand le sujet vient sur le tapis sous forme de revendication conventionnelle, le patronat proteste que de telles réglementations créeraient des distorsions de la concurrence et affaibliraient la compétitivité de la Suisse. Les grandes déclarations patronales en faveur du partenariat social ne seraient-elles que de vaines paroles?

Un partenariat social digne de ce nom

Aujourd'hui, tout partenariat social digne de ce nom exige que syndicats et patronat se mobilisent ensemble pour une place industrielle forte et créatrice d'emplois en Suisse. Voilà pourquoi le syndicat Unia invite Swissmem à s'engager à ses côtés pour une politique industrielle active, axée sur une reconversion écosociale de l'économie.

En s'obstinant à refuser toute politique industrielle, les acteurs politiques et le patronat mettent en danger des dizaines de milliers d'emplois. On ne peut attendre du syndicat qu'il contribue à gérer un tel déclin.

D'où la nécessité de refonder le partenariat social. C'est possible dans le cadre des négociations conventionnelles. Le nouveau partenariat social reposera sur deux piliers: de bonnes conditions de travail et une politique industrielle. Dans l'intérêt de l'économie réelle ainsi que de centaines de milliers de travailleuses et travailleurs.

Nous le disons à Swissmem: nous n'aurons un partenariat social que si nous sommes bien d'accord que la Suisse a besoin de l'industrie. Et qu'il faut à cet effet mettre en place une plate-forme commune pour la politique industrielle – et conclure une CCT prévoyant de bonnes conditions de travail et des règles efficaces de gestion des conflits.

Unia Secrétariat central

Weltpoststrasse 20

CH-3000 Berne 15

T +41 31 350 21 11

info@unia.ch

www.unia.ch